

Comment lancer une école professionnelle au Cambodge

Toujours en reconstruction, le Cambodge souffre encore de graves lacunes au niveau de l'éducation. Les ONG se penchent plutôt sur l'éducation de base, et la France s'est investie dans l'enseignement universitaire. Hakara Tea (95) et Alain Goyé (85), ingénieurs des Télécoms, ont mis sur pied une formation de techniciens en informatique de niveau intermédiaire, très prisée des entreprises moyennes.

■ « Au Cambodge, le statut social se mesure aux diplômes, résume Hakara Tea. Peu importe la qualité de l'université et que l'on soit compétent ou non, puisque, à moins d'appartenir à une famille aisée, il faudra généralement se contenter de petits boulots.

« Le Centre de formation aux systèmes d'information (CIST), lancé à l'initiative de l'Association « Passerelles numériques », se veut au contraire très pragmatique. Le Cambodge, encore en reconstruction, crée des entreprises moyennes, lesquelles ne trouvent pas les techniciens informatiques dont elles auraient besoin pour faire fonctionner leur réseau de quelques dizaines d'ordinateurs. »
« L'université délivre des diplômes inutilisables et les ONG se limitent à l'éducation de base, il y a donc un créneau réel pour la formation, en deux ans après le bac, d'administrateurs de réseaux. »

Des jeunes défavorisés

L'Association, soutenue notamment par Accenture (société de conseils en informatique), le ministère français des Affaires étrangères, Stéria,

ECS, Veolia, Hewlett-Packard et Microsoft, qui ont financé les investissements et fourni volontaires, matériels et logiciels, s'adresse délibérément à de jeunes provinciaux défavorisés.

La formation et la prise en charge sociale d'un jeune étudiant technicien en informatique coûtent environ 200 dollars par mois

L'enseignement leur est dispensé gratuitement, après une enquête permettant de s'assurer qu'ils n'ont pas de ressources. Ils sont totalement pris en charge et reçoivent en deux ans une formation très pratique de technicien informatique capable de gérer un petit réseau d'ordinateurs.

Ils sont sélectionnés dans les régions réputées « pauvres », au niveau du bac.

« Nous recevons environ 1 500 candidatures pour 100 places offertes », précise Alain Goyé.

« Nous leur faisons d'abord subir un petit test écrit, ne dépassant pas

Un pays rural

Le Cambodge, dont la population avait été réduite au niveau de 4 à 5 millions d'habitants après les génocides de 1975 à 1979 qui ont fait près de 2 millions de victimes, compte aujourd'hui 14 millions d'habitants dont la moitié âgée de moins de vingt ans.

C'est relativement peu par rapport aux pays voisins tels que le Vietnam (85 millions) ou la Thaïlande (60 millions), ce qui explique le faible intérêt des investisseurs étrangers.

Le pays reste très rural et fonde ses ressources sur l'industrie textile et le tourisme.

L'éducation est fondée sur le « par cœur ».

Un jeune sur dix obtient le niveau du bac.

L'université est très prisée pour ses diplômes, qui n'apportent pas pour autant de débouchés très lucratifs.

un niveau troisième français, qui réduit le nombre à 400 environ. Après un entretien individuel, ils ne sont plus que 300. Se place alors l'enquête sociale pour déterminer les « vrais pauvres », c'est-à-dire ceux qui n'auront réellement pas les moyens de poursuivre des études et arriver aux 100 places. »

« Ce nombre est loin d'être négligeable, puisqu'on estime qu'il couvre environ 30 % des besoins du pays. »



**Alain Goyé
(85)**

Ingénieur des Télécoms, Alain Goyé débute sa carrière comme professeur dans un camp de réfugiés cambodgiens en Thaïlande où il rencontre sa future épouse. Après le rapatriement des réfugiés en 1992 sous l'égide des Nations Unies, il se voue pendant quelques années à la coopération et à la réhabilitation de l'enseignement universitaire cambodgien (jusqu'alors dispensé en russe). De retour en France comme chercheur en traitement du signal, il reprend le chemin des projets humanitaires et de développement social, partageant son temps entre la France et le Cambodge.



**Hakara Tea
(95)**

Né de parents cambodgiens ayant échappé au régime, ingénieur des Télécoms, ancien élève de Stanford, Hakara Tea débute comme ingénieur-conseil chez AT Kearney. En 2002, il s'engage comme bénévole à Phnom Penh pour aider les jeunes vivant sur la décharge à acquérir une formation professionnelle dans l'hôtellerie et le secrétariat. De retour en France après des missions humanitaires en Afghanistan, il fait la connaissance d'Alain Goyé et retourne au Cambodge en 2005 pour assurer le développement du Centre de formation. Il débute actuellement une étude de faisabilité d'implantations comparables aux Philippines et au Viêtnam.



D.R.



D.R.

Un bon niveau de rémunération

« Au Cambodge, rappelle Hakara Tea, un petit métier de base permet de gagner environ 40 dollars par mois. Un professeur d'informatique débutant gagne 200 dollars. Nos élèves trouvent sans problème des débouchés rémunérés entre 150 et 250 dollars. C'est remarquable au niveau bac + 2. »

« Au niveau des coûts, le budget de l'Association se monte à environ 500 000 dollars par an, dont 400 000 pour le fonctionnement de l'école proprement dite, soit en moyenne 200 dollars par mois pour former un jeune technicien, c'est-à-dire à peu près 4 800 dollars en deux ans, chiffre du même ordre que celui des études universitaires qui ne débouchent sur rien. »

La première promotion, qui ne comptait que 20 étudiants, est sortie en octobre dernier. Aujourd'hui l'école réunit 153 étudiants et une trentaine de personnels, dont seulement cinq expatriés. Les autres ont été formés à la technique et à la vie de l'entreprise.

Comment l'école est-elle perçue par les milieux officiels ?

« Au début, on nous a regardés avec soupçon. Aujourd'hui, nous commençons à être considérés avec bienveillance. Nous avons demandé à ce que notre formation soit reconnue au niveau bac + 2. Il n'y a pas d'opposition de principe, mais il faut passer sous les fourches d'un Comité d'accréditation peu habitué à ce genre d'initiatives. » ■